



CONFERENCE OF INGOs
OF THE COUNCIL OF EUROPE

CONFERENCE DES OING DU
CONSEIL DE L'EUROPE

Résolution adoptée le 29 janvier 2015
CONF/PLE(2014)RES2

Société civile, paix et démocratie en Ukraine

La Conférence des Organisations Internationales Non Gouvernementales (OING) du Conseil de l'Europe

juge très préoccupante la récente extension du conflit en Ukraine et les nouveaux décès et destructions dont elle s'accompagne. La Conférence demande instamment aux Etats membres du Conseil de l'Europe de redoubler d'efforts pour mettre pleinement en œuvre l'accord de Minsk et parvenir à un règlement pacifique de ce conflit qui constitue une grave violation de la paix et de l'exercice des droits de l'homme.

Conduire la population vers la démocratie est une tâche qui repose dans une large mesure sur une société civile organisée. Le partenariat fondé sur la confiance entre les autorités publiques et la société civile organisée contribuera pour beaucoup au renforcement de la position de cette dernière en Ukraine.

La Conférence des OING se félicite des résultats obtenus par le Conseil de l'Europe dans le cadre du Volet société civile de son Train de mesures immédiates pour l'Ukraine mis en œuvre entre avril et décembre 2014. La Conférence salue l'efficacité de la coopération entre les autorités publiques et la société civile en Ukraine visant à promouvoir la participation civile dans le processus décisionnel démocratique, ainsi que la coopération entre les partenaires ukrainiens et le Conseil de l'Europe. Elle félicite les partenaires ukrainiens de l'adoption en décembre 2014 des Priorités stratégiques pour la promotion de la participation de la société civile à la prise de décision en Ukraine.

La Conférence des OING exprime l'espoir que cette excellente coopération se poursuivra et se déclare disposée à soutenir la société civile et les autorités ukrainiennes dans la mise en œuvre des Priorités stratégiques, notamment dans le cadre du Plan d'action pour l'Ukraine (2015-2017). La Conférence propose son aide, en coopération avec ses membres ukrainiens, pour renforcer l'efficacité des mécanismes d'interaction entre les citoyens et l'Etat et bâtir une culture de participation par la sensibilisation et le renforcement des compétences. Elle propose, en tant que mesure majeure dans ce sens, d'organiser une formation de formateurs sur la mise en œuvre du Code de bonne pratique pour la participation civile au processus décisionnel.